

# Du transistor à la TNT et à Internet : histoire d'un abaissement médiatique consternant

Posté le : 13 février 2018 10:38 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Humeur, Attitudes

Pendant des décennies, la TSF puis la naissante télévision ont été des institutions gaies et bienséantes, dont la vocation était, dans les informations, d'être la voix de la France et, dans le reste, l'occasion d'une occupation récréative mais sans vulgarité. Bien sûr, on privilégiait les images édifiantes et on fuyait les exaltations militantes. On considérait, en ces temps obscurs, que le livre et la presse écrite, avec les préaux d'écoles et la rue, étaient les lieux de la polémique, du conflit, des affrontements politiques, de la réflexion iconoclaste, des radicalités idéologiques. En un mot les médias audiovisuels étaient consensuels, exaltaient l'unité française (après l'Empire Français), les vertus et accessoirement le gouvernement légitime. Les présentateurs faisaient attention à leur tenue et à la langue, évitaient la grossièreté, proscrivaient les propos qui pouvaient choquer ou fâcher. L'audiovisuel était comme l'école : neutre et propre à exalter des vertus nationales affirmées et réaffirmées. Il lui fallait rester de bon aloi et acceptable pour le plus grand nombre.

On y fêtait les prix Cognac et ses mères de familles nombreuses méritantes. On exaltait les missions de la France, la grandeur de son histoire et le triomphe de ses industries. On se voulait distrayant et éducatif et, surtout, on se serait cru déshonoré de susciter des vices, des divisions et des haines. On y était élégamment bourgeois et respectueux, soucieux de la patrie et de la prospérité. L'institution était sympathique, sportive et porteuse d'une bonne humeur populaire qui se traduisait par des attroupements autour du poste lors du Tour de France, de la visite de la reine d'Angleterre ou des feuilletons du genre « famille Duraton ».

On peut faire le rapprochement avec les bandes dessinées pour enfants où le sexe était proscrit, l'héroïsme bien porté, la gaieté garantie. La jeunesse comptait et il fallait la protéger. Comme elle était susceptible d'entendre la radio et la télévision, on y étendait le souci de protection. Non pas que l'on accordât tant d'importance aux ligues de vertus, peu soutenues en général et d'influence quasi nulle, mais on ne voyait pas une nation forte sans une jeunesse de bonne qualité, vertueuse et prête à prendre la suite des anciens pour porter haut la flamme nationale.

Unir, plutôt que diviser ; élever plutôt qu'abaisser ; porter une image fière et belle plutôt que chanter des reniements ; donner à penser en commun plutôt qu'à se haïr les uns les autres ; tenir en respect « l'anti-France » plutôt que l'exalter.

L'audiovisuel poursuivait un chemin parallèle à celui de l'école dont la neutralité et la stricte élimination des déviances (homosexualité, communisme, drogue) supposaient également qu'on ne discute jamais de l'actualité, porteuse de divisions politiques considérées comme inappropriées et contraires à l'exercice de l'apprentissage des savoirs et de la vie en commun. La dérive des passions était enseignée à partir des histoires de l'antiquité, assez riche en catastrophes diverses pour couvrir tout le champ des querelles et des exactions possibles, mais neutralisées par les deux millénaires passés.

Aux parents de contrôler l'accès aux livres, aux journaux, à la politique, à la dureté de la vie.

Ce système de pensée, né avec la TSF, fut remis en question par l'apparition du visuel, beaucoup plus évocateur. La force émotionnelle de l'image est évidente. De même qu'on a vu longtemps la

diligence dans la voiture, la réticence à céder aux facilités a persisté chez les opérateurs jusqu'au tournant de mai 1968. L'ancien système a alors été déchiqueté à pleines dents notamment par les chaînes de radios qui ont découvert en mai 1968 que le soutien en temps réel aux manifestants leur donnait un rôle et donc une importance et des recettes nouvelles. Il est vrai que le transistor avait permis la miniaturisation des postes de réception qui pouvaient désormais se mettre en poche. Le transistor sur les barricades ouvrait une nouvelle époque. Dix étudiants sur une barricade prenaient l'air, sur les ondes, si on ose dire, d'une révolution où un pays entier surgissait du pavé pour « exiger autre chose ». On n'allait plus seulement offrir à la nouvelle jeunesse embourgeoisée de la musique anglo-saxonne et yéyéisée. On allait leur fourbir toutes les passions, débrancher tous les interdits, soutenir toutes les minorités agissantes, casser tous les codes. L'audimat l'exigeait. Le jeunisme remplaçait la protection de la jeunesse, le goût des vices variés celui de la vertu collective et nationale. La grossièreté et le sexe allaient suivre. Vive Coluche qui introduisit la grossièreté sans limite dans le comique ; Vive Ménie Grégoire et ses interviews sexuelles aussi nocturnes que débridées:

Il fallait en finir avec la bourgeoisie aseptisée. Il fallait laisser la place à la dénonciation sociale et faire chauffer la colle des divisions nationales. Le cinéma montrera le chemin pendant toutes les années soixante-dix et la presse de gauche fut prompte à soutenir des excès impardonnables comme le viol d'étudiantes lors des grèves sauvages de la sidérurgie lorraine, l'œil crevé d'un patron à Nantes, le kidnapping des passagers du France. La violence antipatron et les occupations d'usine devinrent des musts télévisuels et radiophoniques. La justice fonçait dans le « justicialisme » qui faisait du fort l'éternel coupable, nécessairement coupable. L'affaire du notaire de Bruay comme l'affaire Lip se voulaient la preuve qu'en matière de presse tout était possible pourvu que l'on frappât le bourgeois sous la ceinture ou dans l'estomac, c'était selon. Pas un film, pendant dix ans, sans que l'homme bourgeois, nanti et blanc ne fût montré comme un immonde salopard.

Après le sacre de Mitterrand, l'arrivée en masse de socialistes dans les radios et télés publiques, dont pas mal de trotskistes ayant lu Gramsci, puis leur établissement en profondeur pendant les 14 ans de son règne, aggrava le phénomène. Désacraliser par l'emploi d'images négatives devient une routine. L'épidémie de mises en prison préventive de patrons permit aux juges partisans d'informer d'une inculpation à l'heure du journal télévisé. L'abandon du secret de l'instruction par les juges militants devint systématique. Le recel de ce délit devint la base du journalisme.

Plus tard, la commercialisation et l'américanisation des médias audiovisuels deviennent frénétiques avec l'apparition des radios « libres » et encore plus tard des télévisions de la TNT et notamment des chaînes d'infos en continu. Les chaînes principales s'alignent rapidement sur les émissions les plus racoleuses et les plus « transgressives ». Un Thierry Ardisson et ses partenaires ringardisent le rejet des drogues et déculpabilisent la consommation de joints. Le sexe envahit le PAF. Se répand alors la mode américaine du politiquement correct qui a déjà défiguré l'audiovisuel au Canada par contagion.

A la fin des années 70, avec la série Holocauste, le mouvement juif avait réussi à remettre au centre de la vie intellectuelle, politique et diplomatique, le sort particulièrement ignoble réservé par Hitler à la plupart des populations juives du continent européen. Il est vrai qu'après s'être lancé dans une guerre préventive, normalement interdite à l'ONU, Israël était passé au stade de l'annexion progressive de son voisinage et que la réaction arabe s'était traduite par des attentats sanglants un peu partout dans le monde et une hausse des coûts du pétrole qui mettait en danger la croissance universelle.

Les événements de la Guerre de Quarante, désormais de plus en plus lointains, pouvaient être réinterprétés sans crainte de réactions trop vives. Là où l'on parlait de crimes nazis, et des drames de la déportation, sans distinguer les causes (rafles, faits de résistance, appartenance à des groupes réprouvés), on a évoqué la Shoah, génocide atroce et seul significatif. En 1950, personne ne pouvait évoquer les drames que sa famille avait subis en les présentant comme spéciaux et, en quelque

sorte, d'une essence supérieure par rapport aux autres drames innombrables qui avaient frappé ses compatriotes. L'occupation a été une période très dure où on ne mangeait pas à sa faim et où les drames ont été généralisés. Un Français de 1950 aurait été très surpris d'entendre que les enfants martyrs d'Ysieux devaient avoir un traitement mémoriel différent des milliers d'enfants estropiés ou tués pendant les bombardements qui ont accompagné le déferlement allemand de 1940 ou le débarquement de 1944 et que l'on gomme entièrement les souffrances innombrables subies par les enfants en bas âge du fait des restrictions alimentaires et du vol des ressources par les forces hitlériennes. Ce n'était pas propre à la France. Lorsqu'après l'échec de Mussolini, Hitler a occupé la Grèce en 1942, il a confisqué l'intégralité des ressources alimentaires du pays pour les réserver aux troupes d'invasion de l'URSS. Les victimes se sont comptées par dizaines de milliers. Lorsqu'on va en Ukraine sur les lieux d'immenses massacres nazis, les monuments commémorent toutes les pertes civiles sans faire de distinction. Évidemment il est assez curieux de voir que le monument de BabiYar, à Kiev, où la quasi-totalité des victimes étaient juives, présente des grands blonds slaves en souffrance. Mais dans un pays où, pour une raison ou pour une autre près du quart de la population a trépassé entre 1917 et 1947, (famines génocidaires, répression communiste sauvage, victimes de guerres civiles, victimes de la grande guerre patriotique et de l'occupation, populations raflées et réduites en esclavages un peu partout en Europe par Hitler, morts de privation), l'idée qu'il y aurait de bonnes et de mauvaises victimes était intolérable.

Tout cela est balayé dans le monde médiatique et politique qui prévaut après 1981. La « jurisprudence de la Shoah » s'installe avec son cortège de réclamations victimaires, de culpabilisations globalisantes, de demandes d'indemnisation. L'imprescriptibilité règne. On va rechercher les complices d'Hitler partout. Le procès Papon est exemplaire. L'infamie est parmi nous et il faut s'en purger, même si les équations sont un peu sommaires : Papon = Pétain = Hitler = De Gaulle ; donc De Gaulle = Hitler ! La « reductio ad Hitlerum » devient systématique et le point Godwin traduit cette nouvelle réalité.

Le phénomène est alors imité partout. Les réclamations mémorielles viennent de tous les bords. La mort fait son entrée sur tous les fronts. Les Polonais, les Ukrainiens, les Arméniens font valoir leur droit de victimes de génocides, votent des lois interdisant la négation de leurs souffrances. Les pays accusés d'actes génocidaires se multiplient : La Russie est mise en cause par les Pays Baltes, la Pologne, l'Ukraine. La Turquie est mise en cause par les Arméniens.

En France, la réclamation victimaire à base d'arguments liés aux décès explose. Ce sont d'abord les homosexuels durement touchés par le Sida et qui rappellent qu'eux aussi ont été visés par Hitler. Act Up exige le même statut victimaire que les Juifs. Aujourd'hui ce sont toutes les professions fortement syndicalisées qui prétendent mourir des violences qu'on leur fait subir. Pas un jour sans qu'on évoque le suicide des paysans, des policiers, des employés des ex-entreprises publiques, des gardiens de prisons. Le mouvement féministe s'inscrit à son tour dans ce mouvement en mettant en avant le martyre des femmes battues et tuées par des maris violents. La France, vue dans l'objectif des médias, n'est plus qu'un immense mouroir où l'on gémit de partout.

Internet et les « réseaux sociaux » selon l'expression consacrée changent encore la donne en libérant une parole purement émotionnelle et en permettant, sous anonymat, le déferlement d'injures, de calomnies et d'attaques ad hominem et ad libitum.

Face à toutes ces mutations la Presse écrite est ruinée, comme l'édition, et perd son rôle exclusif dans la bataille des idées et l'exaltation des passions. Elle perd le monopole de l'expertise à peu près dans tous les domaines. Elle sous-traite quasiment tout, en particulier l'analyse économique. Elle en vient à « commenter les commentaires » des réseaux sociaux !

Dans le magma audiovisuel, l'image et l'émotion font prime, le sondage et le témoignage devenant la grande facilité, avec... l'import de toute la production audiovisuelle américaine. La

« marchandisation » est totale. Elle est anglo-saxonne. On ne traduit même plus les pubs qui envahissent les écrans, sans limite. Ne sont invités que ceux qui sont « en promo » (on dit : avoir une actualité). Les chaînes dites « d'information continue », en fait de dénonciations continuelles, font la chasse à l'audience en magnifiant les incidents. Les journalistes dits d'information et les services politiques deviennent respectivement des officiers et des officines du politiquement correct, et du pouvoir pourvu qu'il soit « de gauche ».

Une camarilla d'une cinquantaine de personnes, quasiment toute de gauche, tient l'information, dans des chaînes qui sont toutes tenues par des intérêts dépendant de l'Etat. On façonne la réalité montrée, en masquant, atténuant, enrobant, les faits malséants. On ne s'intéresse qu'à l'opinion, dont on se juge responsable. On prend outrageusement parti dans les querelles politiques du pays, toujours dans le sens des « forces du progrès » et de l'Enarchie qui gouverne.

Deux évènements majeurs ont montré l'intensité et l'ampleur de la manipulation de l'opinion.

La manifestation spontanée et gigantesque qui a vu les Parisiens se mobiliser après les assassinats ignobles de Charlie Hebdo a vu sans sens totalement trafiqué et modifié. Le mot-clé qui était au fond de tous les gosiers et de tous les cœurs était : « stop. Maintenant cela suffit on ne peut plus laisser faire. La repentance c'est bien ; l'auto conchiage, c'est parfait, mais, là, il faut montrer les dents. On ne joue plus ». Un mois plus tard, c'est à peine si on n'affirmait pas, dans les médias, qu'il s'agissait d'une mobilisation en faveur des musulmans immigrés, « premières victimes du terrorisme », ou d'un coup formidablement bien joué par le Président de la République, déjà totalement déconsidéré.

L'affaire Fillon et l'incroyable déballage médiatique qui l'a caractérisée, une chasse à l'homme de cinq mois, quotidienne, générale, hystérique, sans limite et sans frein, avec une imbrication totale du politique partisan, du juridique politisé, et du médiatique livré à la bacchanale, restera dans les mémoires et pas comme un souvenir glorieux.

Avec le temps, les contradictions s'accumulent. Alors que la liberté de la presse était la raison de la pléthore des chaînes audiovisuelles, on la voit se réduire de façon drastique. Alors que l'abandon du régime gentillet qui prévalait dans les années cinquante et soixante devait permettre une information plus large, plus honnête et plus approfondie, jamais elle n'a été plus rétrécie et monocorde. L'argent est partout et l'abaissement des programmes évidents. L'anglais est désormais la langue du Paf et notamment de toutes les promos musicales. On ne chante plus en français en France. On écoute des chaînes d'histoires où les intervenants français sont doublés et traduits en français ! Les réclamations victimaires s'enchaînent mais aussi s'annulent. La communauté juive peut justement s'indigner que les crimes que subissent ses membres n'aient plus l'écho nécessaire. Les traitements infligés aux Palestiniens et les guerres à répétition du Moyen Orient ont tué l'intérêt compassionnel. Comme les attentats ont tué tout le monde, l'exclusivisme victimaire n'a plus d'audience, comme dans les années cinquante et pour les mêmes raisons. Le résultat est qu'on n'ose plus dénoncer ce qui devrait l'être : l'antisémitisme forcené et assumé des populations islamisées importées en masse. Ne sont-elles pas, elles aussi des victimes du vilain blanc colonial et maltraité socialement par la bourgeoisie égoïste et fascisante ?

Le PS a voulu s'appuyer sur les populations immigrées. Il est désormais mort (Moins de 3 % à la dernière élection partielle dans la circonscription de Chevènement !).

Notre milieu journalistique audiovisuel est désormais désorienté. À force d'escalades, il est arrivé dans un air raréfié où son système fonctionne à vide. Les minorités le contournent. On l'a vu avec l'affaire « dénoncetonporc », qui est d'abord un phénomène internet. Le soutien inconditionnel aux réclamations victimaires syndicales façon SUD et CGT devient vide de sens.

On doit gémir avec les matons qui violent la loi. Ah oui, mais qui a voulu qu'on laisse à des

sauvages des libertés dangereuses à l'intérieur des prisons ? On doit gémir avec les employés des Ephad, en se cachant derrière les drames réels de la vieillesse des pensionnaires. Mais qui a promu les 35 heures et accepté un absentéisme totalement délirant, avec des coûts de structure également bien trop élevés ? Et qui a ruiné fiscalement les familles qui désormais n'ont plus les moyens de s'occuper de leurs vieux sans tomber dans la misère ?

Le syndicalisme a maintenant compris qu'il fallait constamment se laisser aller à l'outrance victimaire et exploiter les suicides et les horreurs. Les médias sont le porte-voix et l'amplificateur de ces outrances. M. Yann Moix se rend célèbre en jouant les Zola du siècle en dénonçant les violences policières dans le Calaisis, mais les migrants s'y entre-tuent et montrent qu'ils ont des armes, de l'argent et une violence extrême allant jusqu'au meurtre. Peut-on cacher les propos totalement ahurissants du logeur des tueurs de Daesh, ses propos sur la « femme qu'il défonçait et désarticulait » au moment des tueries, en même temps que la violence arabe vis-à-vis des femmes émerge progressivement du non-dit général ?

Les contradictions sont devenues telles, les non-dits tellement absurdes, la préoccupation du contrôle de l'opinion tellement artificielle, le manque de vraies informations et de justes explications si majestueux, que le magma audiovisuel prend l'allure d'une pieuvre sinistre qui ne sait plus sur quel tentacule justifier et financer sa survie.

« Levez-vous vite orages désirés », semble l'espérance unique. Quand la très commerciale matinale de RTL n'a plus rien à imaginer qu'à évoquer avec gourmandise que la conjonction des troubles artificiels et politisés dans les écoles et les universités, des actions syndicales dans les prisons, et des revendications syndicales dans les maisons de retraite publiques, peut enfin coaliser les « colères » pour mettre à bas le « Président des riches » ; Quand la très partisane Émission Politique sur Antenne 2 fait un sombre bide, avec comme invité Wauquier ; Quand Zemmour & Naulleau n'ont plus rien d'autre à inviter que M. Copé, qui a dit qu'il n'avait rien à dire sinon du mal dudit Wauquier, et qu'il s'ennuyait dans sa petite ville, et qu'un représentant caricatural des Insoumis qui a déversé ses invectives d'une façon totalement prévisible, alors on voit à quel point la distance s'est creusée entre le monde médiatique et les attentes de l'audience.

Cet effondrement a quelque chose de crépusculaire. On peut désormais se demander si le magma audiovisuel mercantile, sous domination américaine pour tout le culturel et le commercial, sous domination du n'importe quoi gauchardo-déboussolé, avec de fortes tensions entre clans, pour le reste, est utile à la France et aux Français.

La presse écrite, elle, est quasi morte et l'édition n'en est pas loin.

Nous le regrettons. Une presse écrite et audiovisuelle vivante, honnête et observatrice est absolument nécessaire à une nation dynamique.

Une prise de conscience est-elle « en marche » ? Le samedi où cet article a été écrit, M. Ardisson, en pleine heure de grande écoute, élevait le débat chez les « Terriens » grâce à ce constat de Mme Isabelle Mergault : « La levrette, c'est bien, parce qu'on n'a pas besoin de sourire ».

On peut se demander si ce n'est pas tout le système audiovisuel actuel qui prend les Français selon les angles de cette belle figure. Et, là aussi, ils n'ont pas tellement envie de sourire.